

CD/PV.109  
24 février 1981  
FRANCAIS

COMPTE RENDU DEFINITIF DE LA CENT NEUVIEME SEANCE  
tenue au Palais des Nations, à Genève,  
le mardi 24 février 1981, à 10 h 30.

Président : M. F. de la Gorce (France)

## PRESENTS A LA TABLE DU COMITE

Algérie : M. M. MATI  
M. M. DJABALLAH

Allemagne, République fédérale d' : M. G. PFEIFFER  
M. N. KLINGLER  
M. W. RÖHR

Argentine : M. F. JIMENEZ DAVILA  
Mlle N. FREYRE PENABAD

Australie : M. R.A. WALKER  
M. R. STEELE  
M. T. FINDLAY

Belgique : M. A. ONKELINX  
M. J-M. NOIRFALISSE

Birmanie : U SAW HLAING  
U NGWE WIN  
U THAN HTUN

Brésil : M. C.A. de SOUZA e SILVA  
M. S. de QUEIROZ DUARTE

Bulgarie : M. I. SOTIROV

Canada : M. G. SKINNER

Chine : M. YU Peiwen  
M. LIANG Yufan  
M. PAN Jusheng  
M. SA Benwang

Cuba : Mme V. BOROWDOSKY JACKIEWICH

Egypte : M. E.A. EL REEDY  
M. I.A. HASSAN  
M. M.N. FAHMY  
Mlle N. BASSIM

Etats-Unis d'Amérique : M. C.C. FLOWERREE  
Mme K. CRITTENBERGER  
M. J.A. MISKEL  
M. H. WILSON  
M. F. DESIMONE  
M. L. FLEISCHER

Ethiopie : M. F. YOHANNES

France : M. F. de la GORCE  
M. J. de BEAUSSE  
M. M. COUTHURES

PRESENTS A LA TABLE DU COMITE (suite)

<u>Hongrie</u> :	M. I. KOMIVES M. C. GYORFFY
<u>Inde</u> :	M. A.P. VENKATESWARAN M. S. SARAN
<u>Indonésie</u> :	M. E. SOEPRAPTO M. HARYOMATARAM M. F. QASIM M. KARYONO
<u>Iran</u> :	M. D. AMERI
<u>Italie</u> :	M. V. CORDERO di MONTEZEMOLO M. B. CABRAS M. E. di GIOVANNI
<u>Japon</u> :	M. Y. OKAWA M. M. TAKAHASHI M. R. ISHII M. K. SHIMADA
<u>Kenya</u> :	M. S. SHITEMI M. G. MUNIU
<u>Maroc</u> :	M. M. CHRAIBI
<u>Mexique</u> :	M. A. GARCIA ROBLES M. M.A. CACERES
<u>Mongolie</u> :	M. D. ERDEMBILEG
<u>Nigéria</u> :	M. O. ADENIJI M. W.O. AKINSANYA M. T. AGUIYI-IRONSI
<u>Pakistan</u> :	M. T. ALTAF
<u>Pays-Bas</u> :	M. R.H. FEIN M. H. WAGENMAKERS
<u>Pérou</u> :	
<u>Pologne</u> :	M. B. SUJKA M. J. CIALOWICZ M. T. STROJWAS
<u>République démocratique allemande</u> :	M. G. HERDER M. H. THIELICKE M. M. KAULFUSS M. P. BUNTIG

PRESENTS A LA TABLE DU COMITE (suite)

<u>Roumanie</u> :	M. M. MALITA M. T. MELESCANU
<u>Royaume-Uni</u> :	M. D.M. SUMMERHAYES Mme J.I. LINK
<u>Sri Lanka</u> :	M. H.M.G.S. PALIHAKKARA
<u>Suède</u> :	M. C. LIDGARD M. S. STRÖMBÄCK M. J. LUNDIN M. G. EKHOLM
<u>Tchécoslovaquie</u> :	M. M. RUZEK M. P. LUKES M. A. CIMA M. L. STAVINOHÁ
<u>Union des Républiques socialistes soviétiques</u> :	M. V.L. ISSRAELYAN M. B.P. PROKOFIEV M. V.A. PERFILIEV M. L.S. MOCHKOV M. V.M. GANJA M. A.G. DOULYAN M. S.N. RIOUKHINE
<u>Venezuela</u> :	M. A.R. TAYLHARDAT M. O.A. AGUILAR
<u>Yougoslavie</u> :	M. M. VRHUNEC M. B. BRANKOVIC
<u>Zaïre</u> :	M. LONGO B. NDAGA
<u>Secrétaire du Comité et Représentant personnel du Secrétaire général</u> :	M. R. JAIPAL
<u>Secrétaire adjoint du Comité</u> :	M. V. BERASATEGUI

Le PRESIDENT (France) : Je déclare ouverte la 109ème séance plénière du Comité du désarmement. Selon notre programme de travail, tel qu'il apparaît dans le document CD/144, le Comité commence aujourd'hui l'examen du point 2 de son ordre du jour : Cessation de la course aux armements nucléaires et désarmement nucléaire.

M. OKAWA (Japon) (traduit de l'anglais) : Monsieur le Président, on a tant parlé, ici et ailleurs, de l'urgence qu'il y a à conclure un traité d'interdiction complète des essais qu'il ne reste vraiment plus grand-chose à ajouter. Néanmoins, ma délégation n'a pas le sentiment de devoir rester muette à ce sujet. Certes, selon le programme de travail, j'aurais dû intervenir la semaine dernière, mais je vous prie de m'excuser d'avoir tardé.

D'abord, ma délégation tient à exprimer l'espoir du Gouvernement japonais de voir les négociations trilatérales sur une interdiction complète des essais reprendre dans un très proche avenir. C'est avec une très grande satisfaction que nous avons accueilli l'été dernier la présentation du rapport intérimaire assez détaillé sur ces négociations. Nous pensons pouvoir comprendre la complexité et le caractère délicat des problèmes encore à résoudre. Nous sommes aussi pleinement conscients que l'une des parties à la négociation trilatérale est en train de reconsidérer sa politique dans tout le domaine de la limitation des armements et du désarmement. N'étant pas partie à ces négociations, nous n'avons peut-être pas qualité pour dicter l'allure ou proposer des dates aux négociateurs, mais en tant que représentant d'un Etat non doté d'armes nucléaires qui accorde la plus haute priorité à la conclusion d'un accord d'interdiction complète des essais, j'espère sincèrement, et crois bien être en droit d'exprimer l'espoir que les trois gouvernements intéressés pourront s'entendre sur la reprise rapide de leurs négociations.

Dans la déclaration que j'ai faite devant le Comité le 10 février, j'ai instamment prié celui-ci d'examiner la question d'une interdiction complète des essais à sa présente session en tant que point de l'ordre du jour ayant la priorité la plus élevée. J'ai aussi suggéré que nous examinions la possibilité de créer un groupe de travail chargé d'étudier cette question, si un consensus pouvait se dégager à cet égard. Des suggestions ont été formulées quant aux travaux qu'il serait utile que ce groupe entreprenne. Permettez-moi de répéter une phrase de ma déclaration de l'autre jour : "Il va sans dire que les travaux qu'entreprendrait le Comité au sujet de l'interdiction complète des essais seraient conduits d'une manière et dans une mesure telles qu'ils constitueraient un complément, et non pas une atteinte, aux négociations trilatérales en cours". Ma délégation aimerait beaucoup connaître les vues des parties aux négociations trilatérales quant aux questions qu'il serait utile, à leur avis, d'examiner au sein du Comité ou d'un organe subsidiaire tel qu'un groupe de travail. En particulier, nous serions heureux d'entendre la partie qui a exprimé explicitement son appui à la proposition de créer le groupe de travail en question. En tout état de cause, le mandat de ce groupe serait d'une importance capitale, et nous nous devons de tenir compte des vues des parties aux négociations. Ma délégation serait disposée à présenter ses propres idées sur le libellé de ce mandat. Nous disposons déjà de quatre précédents, à savoir les mandats des quatre groupes de travail actuels; peut être le libellé du mandat du Groupe de travail sur les armes chimiques nous serait-il d'une certaine utilité quand nous nous efforcerons d'élaborer un texte qui soit acceptable pour l'ensemble du Comité. En outre, ma délégation espère que, si l'on parvient à un consensus sur la création d'un groupe de travail et quand on y sera parvenu, les deux autres Etats dotés d'armes nucléaires, à savoir la Chine et la France, qui ne participent pas aux négociations trilatérales, non seulement se rallieront à ce consensus, mais participeront et contribueront aux travaux de ce groupe.

(II. Okawa, Japon)

L'un des avantages des discussions sur une interdiction complète des essais tenues au sein d'un groupe de travail serait de donner aux trente-sept autres membres du Comité qui ne sont pas parties aux négociations trilatérales le sentiment d'une participation, si limitée soit-elle, aux efforts visant à produire un instrument qui, après tout, présente un intérêt vital pour nous tous.

Les négociations doivent aboutir en définitive à un traité négocié sur le plan multilatéral, c'est-à-dire un traité multilatéral au vrai sens du terme.

Les distingués Ambassadeurs du Nigéria et de l'Inde, entre autres, ont demandé instamment aux délégations parties aux négociations trilatérales de répondre aux questions qui leur ont été posées par de nombreuses délégations, vers la fin de la session de l'année dernière, à propos de leur rapport publié sous la cote CD/130. Je m'associe à cette demande, espérant que la reprise rapide des négociations trilatérales permettra aux négociateurs d'y répondre plus facilement. Dans la déclaration que j'ai faite devant le Comité le 7 août, j'ai soulevé un certain nombre de points au nom de ma délégation qui craignait en particulier que l'échange international de données sismologiques ne soit pas mis en oeuvre avant longtemps, même une fois le traité entré en vigueur. Cette crainte a été ravivée l'autre jour, lorsque j'ai entendu le distingué ambassadeur de la République démocratique allemande déclarer : "il va sans dire qu'un système mondial de mesures de coopération internationale en vue de la détection et de l'identification d'événements sismiques ne pourrait être créé qu'après la conclusion d'un traité d'interdiction complète des essais". La délégation continue de penser que les arrangements détaillés pour l'échange international de données devraient être élaborés avant l'entrée en vigueur du traité. Nous soutenons aussi qu'il y aurait lieu de procéder, à titre expérimental, à un exercice mondial d'application du système d'échanges avant l'entrée en vigueur du traité, afin d'être certains que ce système sera efficace et qu'il pourra être mis en service immédiatement après l'entrée en vigueur du traité. Il nous est difficile de comprendre pourquoi l'une des parties à la négociation trilatérale, qui a exprimé son appui pour la création d'un groupe de travail sur une interdiction complète des essais, se montre peu disposée à prendre part à un tel exercice et pourquoi elle n'a même pas jugé possible de participer au récent essai d'échange effectué sur un plan régional en octobre et en novembre de l'année dernière. Je rappelle que ma délégation espère que tous les pays représentés au Groupe spécial d'experts scientifiques seront en mesure de participer à de futurs essais d'échange de données ainsi qu'à un exercice expérimental à l'échelle mondiale, qui contribueraient grandement à faciliter la mise en place du système d'échange dès l'entrée en vigueur du traité.

Enfin, je suis chargé de rappeler que mon Gouvernement espère voir tous les Etats renoncer volontairement à toutes les explosions nucléaires expérimentales, y compris à toutes les explosions nucléaires à des fins pacifiques, pendant la période précédant la conclusion d'un traité d'interdiction complète des essais.

Pour conclure ces brèves observations, permettez-moi de dire que l'interdiction complète des essais nucléaires n'est pas une fin en soi. Elle est attendue depuis si longtemps qu'elle a fini par prendre, en fait, une importance et une signification toutes spéciales. Toutefois, elle devrait être considérée dans une perspective plus vaste et à plus long terme : elle constitue un élément indispensable dans le cadre du Traité sur la non-prolifération, et, si nous tenons à préserver et à renforcer le régime de non-prolifération, nous devons disposer d'un traité d'interdiction complète des essais, qui constituera la première étape concrète sur la longue route conduisant à notre objectif ultime, à savoir le désarmement nucléaire.

M. SHITEMI (Kenya) (traduit de l'anglais) : Monsieur le Président, la délégation kényenne éprouve une satisfaction profonde à vous voir à la tête de ce Comité. Vous apportez à ce poste une expérience vaste et pertinente que vous avez appliquée avec compétence depuis le début de votre mandat. D'autre part, je tiens à exprimer notre reconnaissance à S.E. M. Tadesse Terrefe, Ambassadeur de l'Ethiopie, pays voisin et ami du Kenya, pour l'excellent travail effectué dans l'accomplissement de son mandat de Président.

Au nom de la délégation kényenne, je souhaite la bienvenue parmi nous aux Ambassadeurs de l'Egypte, du Pakistan, de la Roumanie et du Zaïre. Nous sommes sûrs que, par leur présence au Comité, ils contribueront à renforcer encore l'élément de raison et de compréhension sans lequel l'action du Comité serait vaine.

Tout ce qu'il y avait à dire au sujet de l'ouverture de négociations au sein du Comité en vue d'un traité d'interdiction complète des essais nucléaires, de la cessation de la course aux armements nucléaires et du désarmement nucléaire a été dit. Je me contenterai à ce propos de rappeler les paroles prononcées à la séance plénière du 10 février par l'Ambassadeur du Japon M. Okawa : "le Japon n'a cessé de soutenir que la réalisation du désarmement nucléaire est la tâche la plus urgente dans le domaine du désarmement".

Cette question a été soulevée à sa trente-cinquième session par l'Assemblée générale qui, dans sa résolution 35/152 B, a demandé au Comité du désarmement "d'entreprendre, à titre prioritaire et pour faciliter l'ouverture rapide des négociations sur le fond du problème, des consultations au cours desquelles il envisagerait notamment la création d'un groupe de travail spécial sur la cessation de la course aux armements nucléaires et le désarmement nucléaire, dont le mandat serait clairement défini". Le mandat de créer au sein du Comité du désarmement un groupe de travail spécial sur le traité d'interdiction complète des essais a été déjà donné par l'Assemblée générale dans une résolution plus récente (35/145 A) dans laquelle elle "réaffirme sa conviction que la conclusion d'un traité interdisant toutes les explosions nucléaires expérimentales par tous les Etats et à tout jamais est une question revêtant la plus haute priorité". Le Comité n'a pas donné suite à ces demandes urgentes de l'Assemblée générale des Nations Unies. Les raisons du retard deviennent un peu plus claires aujourd'hui; elles sont dues aux craintes et suspicions qui vont croissant parmi les Etats des deux alliances militaires, l'OTAN et le Pacte de Varsovie. L'Ambassadeur d'un pays membre d'une de ces alliances, citant son propre Ministre des affaires étrangères, a mis le doigt sur le problème. "Nous ne sommes pas non plus partisans de la négociation d'accords qui aboutiraient à donner à une partie un avantage par rapport à l'autre ou qui, faute de méthodes appropriées de vérification, causeraient suspicion et incertitude". Donc, si faute de savoir ce que prépare l'autre partie, la meilleure politique semble être, du moins de l'avis de l'une des parties, de renforcer son arsenal de tous les types d'armes jusqu'à dépasser l'autre partie (ce qui n'est bien entendu pas possible, comme il n'est pas non plus possible d'atteindre une position de parité ou d'équilibre), la situation de surextermination mille fois dépassée par les deux parties rend les deux positions illogiques et indéfendables. C'est pour cette raison même que nous devrions nous mettre au travail et voir comment mettre fin aux essais et à la fabrication des armes nucléaires, même si cela prend dix ans. De telles discussions au Comité, auxquelles nous participerons tous, aideront à concentrer l'attention du monde entier sur la triste condition de l'humanité, prise au piège de ses craintes et suspicions à l'égard de ses voisins, et victimes de l'illusion que les armes offrent la seule dissuasion réaliste à des ennemis possibles. En 1975, un vendeur d'armes, Sir Raymond Smith, a exprimé cette illusion dans une interview donnée à la BBC au Venezuela, lorsqu'il a dit : "Nous voyons dans les armes non pas un moyen

(M. Shitemi, Kenya)

de commencer une guerre, mais un moyen d'arrêter une guerre". La question posée par S.E. M. l'Ambassadeur Adeniji du Nigéria ne peut être éludée; il a demandé, et je le cite : "Quel est donc le pouvoir destructeur que chacun des deux camps doit acquérir afin de pouvoir le considérer comme dissuasif ?" Le Secrétaire général du Commonwealth a répondu à cette question : "La vérité, c'est que les armes de terreur plus perfectionnées encore, une fois élucidé leur caractère dissuasif, deviennent à travers leurs cycles d'évolution des éléments de déstabilisation qui augmentent au lieu de réduire la probabilité d'un holocauste nucléaire. La vérité est que la course aux armements nucléaires a perdu toute rationalité et qu'elle est devenue une menace monstrueuse". Dans le style direct et précis qui lui est propre, Mme Inga Thorsson, Ministre d'Etat de la Suède, a aussi répondu à cette question : "Il faut démontrer que la mystique des armes nucléaires, l'idée qu'une arme nucléaire peut accroître en quelque façon la sécurité d'un Etat est mensongère, que c'est là ce que j'ai déjà appelé la plus grande erreur de notre époque car, loin d'accroître la sécurité de qui que ce soit, elle a pour effet certain de la réduire pour tous." Mme Thorsson qui d'ores et déjà est devenue la conscience du Comité, a pleinement raison et nous devrions l'appuyer dans sa position; nous tenons à lui dire qu'elle n'est pas seule dans son action en vue de réaliser un monde plus sûr et plus hospitalier.

Loin de nous l'idée de prétendre que l'injustice n'existe pas en ce monde. Ce que nous demandons, c'est une évaluation réfléchie et non une réaction de panique devant la course aux armements. Le système économique international ne joue pas à l'avantage de toutes les nations. Les appels répétés en faveur d'un nouvel ordre économique international sont demeurés lettre morte. Les détenteurs d'avantages économiques acquis par le passé ne veulent les céder à aucun prix. Nous ne sommes pas inconscients de la situation décrite dans une déclaration de S.E. M. l'Ambassadeur Summerhayes lorsqu'il a dit : "Nul d'entre nous ne peut méconnaître les répercussions de l'invasion soviétique de l'Afghanistan sur la confiance internationale et sur le processus de limitation des armements. Son ombre continue à obscurcir le travail de ce Comité." M. l'Ambassadeur Summerhayes a reconnu que cette ombre n'est pas la seule; il a aussi laissé entendre indirectement que l'ombre continue à planer sur les négociations bilatérales et les négociations SALT. Il y a donc très peu à attendre de négociations trilatérales. La communauté mondiale a d'autant plus de raisons de continuer à insister pour que les négociations commencent au sein du Comité.

L'autre ombre qui menace la paix et la stabilité mondiales est celle jetée par le régime raciste d'Afrique du Sud. Nous ne laisserons à personne oublier que l'Afrique du Sud n'est une puissance militaire et économique que grâce à l'appui qu'elle continue à recevoir de certains Etats occidentaux. Elle envoie maintenant ses troupes en Angola, au Mozambique et en Zambie pour tuer et détruire à volonté pendant qu'à l'intérieur de ses frontières l'un des Etats policiers racistes les plus violents condamne la majorité noire à la misère et à la mort avant terme. L'idée que la route maritime du Cap a une valeur stratégique pour les systèmes de défense occidentaux et qu'elle doit être protégée est un mythe; la route maritime du Cap n'existe pas; il n'existe qu'une vaste étendue océanique entre l'Afrique du Sud et l'Antarctique; si cette étendue est une route maritime, l'Atlantique en est une autre. Les amis de l'Afrique du Sud doivent savoir que le temps de l'hypocrisie touche à sa fin. L'Afrique du Sud est la principale cause de rivalité entre les superpuissances en Afrique; elle constitue un germe de prolifération nucléaire dans ce continent s'il se confirme qu'elle possède des armes nucléaires. La lecture du rapport récent du Secrétaire général sur cette question est à cet égard fort alarmante.



(M. Shitemi, Kenya)

L'un des problèmes les plus préoccupants de l'emballement de la course aux armements est naturellement celui résultant de ses effets économiques et sociaux. Il ressort d'une étude de l'ONU faite en 1978 concernant la relation entre les dépenses militaires et les problèmes actuels d'inflation, de récession et de faible croissance que les charges militaires écrasantes constituent l'un des éléments responsables de l'épuisement des ressources naturelles. L'inflation est un sous-produit de la militarisation, qui entraîne une surchauffe de l'économie. Dans une déclaration faite le 23 octobre 1980 à une réunion d'organisations non gouvernementales au siège de l'ONU à New York, M. S.S. Ramphal, Secrétaire général du Commonwealth a dit : "Il y a en 1980 dans les pays industrialisés deux fois plus de chômeurs qu'à la fin des années 1960, 20 millions selon les chiffres de l'OCDE. L'OIT évalue à 450 millions le nombre de chômeurs dans les pays en développement, Chine non comprise... La course aux armements ne crée pas d'emplois, elle empêche la création d'un plus grand nombre d'emplois. Un éminent Président des Etats-Unis, Dwight D. Eisenhower, qui était un militaire, l'a fort bien exprimé : "chaque canon fabriqué, chaque navire de guerre lancé, chaque fusée tirée est en fin de compte volé à ceux qui ont faim et ne sont pas nourris, à ceux qui ont froid et ne sont pas vêtus."

Nous demandons une chose : que l'on entame des négociations constructives dans les groupes que nous formerons au sein de ce Comité, afin de rechercher les voies et moyens de mettre fin à la course folle vers l'abîme qu'ouvre manifestement devant nous la course effrénée aux armements nucléaires; les énormes stocks d'armes de types divers augmentent notre insécurité au lieu de la réduire et ne constitueront jamais un élément de dissuasion permanent et fiable.

Le PRÉSIDENT (France) : Je remercie le distingué représentant du Kenya pour sa déclaration et pour les paroles aimables qu'il a eues à l'égard de la présidence.

M. FEIN (Pays-Bas) (traduit de l'anglais) : Monsieur le Président, je ne vous cacherai pas que le fait que je prenne la parole aujourd'hui, avant que le mois ne se termine, n'est pas sans rapport avec mon désir de vous adresser quelques mots, pendant que vous exercez encore les hautes fonctions de Président du Comité.

L'autre jour, l'un de nos collègues a très justement dit que votre présidence appose le sceau sur la participation extrêmement bienvenue de la France aux travaux du Comité, à la suite de la décision prise à l'époque de la session extraordinaire.

Parlant dans ce même esprit et établissant un rapport entre votre présidence et la participation de votre pays, la France, à cet organe de négociation, je suis tout à fait conscient de ce que je dois choisir mes mots avec soin. Car la France a ses propres vues, un peu puritaines, au sujet des origines de cet organe : Comment a-t-il vu le jour ? Est-il ou n'est-il pas le résultat de ce qui l'a précédé ? Comme vous le savez, cette question est parfois appelée "la question théologique".

Personnellement, lorsque je considère les vues de la France sur les origines de ce Comité, cela me rappelle la théorie plus orthodoxe de l'immaculée conception. Dans cet esprit, votre accession à la Présidence acquiert en fait une signification particulière. Et c'est dans ce même esprit que je vous salue comme un dirigeant plein de sagesse; votre présidence, en ce mois de février, qui ne compte malheureusement que 28 jours, augure bien des travaux du Comité du désarmement pour cette année.

(M. Fein, Pays-Bas)

Permettez-moi maintenant d'en venir aux affaires plus terre à terre de l'ordre du jour et de dire un mot ou deux au nom de mon gouvernement au sujet de l'interdiction complète des essais nucléaires et des armes chimiques.

Mais, d'abord, je voudrais souhaiter la bienvenue parmi nous à nos nouveaux collègues en quête de désarmement, les distingués ambassadeurs de l'Egypte, du Pakistan, de la Roumanie et du Zaïre.

Aujourd'hui, je désire, une fois de plus, faire consigner le désir pressant de mon gouvernement qu'un traité sur l'interdiction complète des essais nucléaires soit conclu dès que possible, dans le proche avenir. En plus d'une occasion, ici à Genève et ailleurs, les représentants des Pays-Bas ont exprimé la déception du Gouvernement néerlandais qu'un tel traité n'ait pas encore été conclu. Aujourd'hui, il semble que la conclusion d'un traité sur l'interdiction complète des essais nucléaires soit aussi éloignée que jamais, malgré le fait que les principaux problèmes techniques sont apparemment mûrs pour une solution. Nous le regrettons autant que nous regrettons que le Comité du désarmement soit demeuré pratiquement passif à l'égard d'une question aussi importante.

Tout en soulignant l'importance des négociations trilatérales, nous pensons en même temps qu'il est nécessaire, également, que le Comité du désarmement traduise cet accord trilatéral en un traité multilatéral sur l'interdiction complète des essais nucléaires. Seuls des paramètres authentiquement multilatéraux peuvent rendre un traité d'interdiction complète des essais nucléaires suffisamment important aux yeux d'autres Etats pour les inciter à y adhérer. Si ce n'était pas le cas, l'interdiction complète des essais nucléaires pourrait perdre une partie de sa valeur en tant que mesure de limitation des armements.

Etant donné que nous soutenons que le Comité du désarmement devrait bâtir sur les résultats des pourparlers trilatéraux, nous invitons les trois puissances négociatrices à donner à leurs négociations une conclusion rapide et positive. Lorsque je mentionne les trois puissances négociatrices, je devrais ajouter que nous attendrions des deux autres puissances dotées d'armes nucléaires qu'elles emboîtent le pas dès que possible après que le traité d'interdiction complète des essais nucléaires aura été présenté au Comité du désarmement.

Trop de temps a déjà été perdu dans des discussions sans but. Nous aimerions que ce Comité commence à prendre des mesures positives, cette année même. Qu'il n'est pas nécessaire que le Comité reste complètement passif a été prouvé par les débats fructueux et les travaux préparatoires effectués par le Groupe d'experts sismologues, auquel mon pays participe également.

Nous pensons que la meilleure méthode pour entreprendre une action positive serait de créer un groupe de travail sur l'interdiction complète des essais nucléaires, comme l'ont demandé de nombreux autres membres de l'organe de négociation. L'an dernier, lors de l'Assemblée générale des Nations Unies, la délégation néerlandaise a déjà indiqué que nous étions en faveur d'une telle mesure.

J'aimerais faire observer, comme l'a fait l'autre jour le distingué Ambassadeur du Nigeria, que la participation de membres du Comité aux débats concernant un traité d'interdiction complète des essais nucléaires pourrait être utile. Je pense que cela a déjà été prouvé, par exemple, dans les négociations sur les armes chimiques. Nous estimons donc que toute crainte d'une interférence indue serait sans fondement.

(M. Fein, Pays-Bas)

Peut-être l'hésitation à accepter un groupe de travail tient-elle aussi à l'incertitude qui entoure le mandat d'un groupe de travail sur l'interdiction complète des essais nucléaires. Si tel était le cas, cette difficulté pourrait alors être résolue au mieux par des discussions officieuses concernant les termes d'un tel mandat.

Je vous proposerai donc, à vous, Monsieur le Président, et à tous les autres membres du Comité, que nous créions un mécanisme de consultations officieuses de l'une ou l'autre sorte pour explorer les termes possibles d'un mandat, qui seraient acceptables pour les puissances dotées d'armes nucléaires.

Un tel groupe de contact officieux, qui pourrait être composé de quelques représentants intéressés de chacun des trois groupes et, naturellement, des représentants des puissances dotées d'armes nucléaires, pourrait examiner les propositions qui ont été faites jusqu'à présent en ce qui concerne des groupes de travail chargés de s'occuper (de certains aspects) d'une interdiction complète des essais nucléaires, et pourrait aussi tirer parti de l'expérience acquise par les groupes de travail existants, tels que, par exemple, le Groupe de travail sur les armes chimiques.

Nous sommes convaincus, ou du moins nous espérons, que de telles discussions officieuses pourraient conduire à un accord sur le mandat d'un groupe de travail sur l'interdiction complète des essais nucléaires. Les Pays-Bas seraient désireux de participer à ces discussions officieuses et de leur consacrer leurs meilleurs efforts.

Je voudrais maintenant dire quelques mots sur les armes chimiques. Je n'ai pas l'intention, à ce stade, d'aborder le fond de la question, mais plutôt de formuler une proposition de caractère organisationnel.

Le Comité a déjà décidé de réserver la période allant du 23 mars au 3 avril pour un débat sur les armes chimiques. Nous avons choisi cette période pour que nous puissions profiter de la présence à Genève de nombreux experts des armes chimiques, qui assisteront à une réunion du Mouvement Pugwash durant la semaine qui suivra cette période.

Toutefois, j'aimerais m'assurer que tous les experts en matière d'armes chimiques originaires d'Etats membres du Comité du désarmement que cela intéresse, ainsi que ceux originaires d'Etats non membres qui s'intéressent aux armes chimiques, seront effectivement informés, dès que possible, de notre désir de les voir participer à nos travaux durant cette période. J'espère que le secrétariat, agissant le cas échéant en consultation avec le Président du Groupe de travail sur les armes chimiques, prendra les mesures nécessaires pour que toutes les parties concernées soient informées, par les voies appropriées, des dates exactes et de nos intentions.

Le PRESIDENT (France) : Je remercie le distingué Ambassadeur des Pays-Bas pour sa déclaration et je le remercie aussi pour les paroles amicales qu'il a eues à l'égard de ma personne et de mon pays.

U SAW HLAING (Birmanie) (traduit de l'anglais) : Je voudrais d'abord, Monsieur le Président, m'associer aux orateurs qui m'ont précédé pour vous souhaiter la bienvenue à la présidence du Comité du désarmement. Ma délégation, qui a eu le privilège de suivre l'activité judicieuse et efficace que vous menez au Comité depuis deux ans, se félicite de vous voir présider les débats du Comité au début

(U Sav Hlaing, Birmanie)

de sa session de 1981. Nous sommes convaincus que, grâce au tact et à la sagesse dont vous avez donné d'abondantes preuves au cours des dernières semaines nous pourrions obtenir des résultats fort utiles au début même de nos travaux de cette année.

Je voudrais saisir cette occasion pour exprimer notre profonde gratitude et nos remerciements à M. l'Ambassadeur Terrefe, de l'Ethiopie qui a présidé le Comité à partir d'août 1980, pour les efforts fructueux qu'il a accomplis au stade final de nos travaux de l'année dernière.

Qu'il me soit aussi permis de saisir cette occasion pour exprimer nos chaleureuses félicitations et nos meilleurs vœux aux distingués chefs des délégations de l'Egypte, du Pakistan, de la Roumanie et du Zaïre, qui nous ont récemment rejoints au Comité.

L'organe de négociation dont nous sommes les membres entame sa troisième année d'existence depuis qu'il a été restructuré conformément au Document final de la session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée au désarmement. Les résultats obtenus jusqu'ici sont encore loin de correspondre au but fixé dans le Document final en ce qui concerne les priorités et les objectifs finals du désarmement général et complet. Le règlement intérieur, l'ordre du jour et le programme de travail que nous avons adoptés ne sont que les instruments de base permettant au Comité d'entamer des négociations. Il n'y a pas à nier que nous n'avons progressé que très lentement et que les résultats à notre actif ne répondent pas à l'attente de la communauté mondiale.

Cependant, ma délégation est profondément satisfaite de voir qu'à la fin de la dernière session, nous avons pu réaliser des progrès que les précédents organes de négociation sur le désarmement n'avaient pu obtenir, notamment en créant quatre groupes de travail spéciaux qui constituent, à notre avis, le meilleur mécanisme possible pour entamer des négociations efficaces et concrètes. A la suite des négociations de fond engagées au sein des quatre groupes de travail, le Comité a pu déterminer les problèmes, leur portée et leur nature, les méthodes et les formes de négociation et les diverses positions adoptées dans les négociations. Nous disposons ainsi d'une base pour entreprendre de nouvelles négociations sur les quatre questions prioritaires, sans passer trop de temps aux questions de procédure.

Ces modestes résultats ont été obtenus l'année dernière, malgré la détérioration du climat international dont il a tant été question. Il ne fait aucun doute que les aléas de la politique internationale et les événements mondiaux ont des répercussions directes sur les négociations relatives au désarmement. Les événements de l'an dernier nous ont montré combien la structure de la détente et de la paix est délicate et fragile. Néanmoins, le Comité du désarmement peut réaliser certains progrès s'il fait preuve d'un esprit de compromis et de conciliation.

En ce début d'année, le climat international nécessaire pour favoriser l'ouverture de négociations accélérées au Comité n'est guère meilleur qu'en 1980. Certes, l'évolution mondiale influencera les travaux du Comité, mais elle ne devrait en aucun cas entraver ses travaux. Au contraire, tous ces événements ont montré que nos travaux sont plus nécessaires que jamais et qu'il est aujourd'hui plus urgent encore de conclure des accords de désarmement. Ils ont fait ressortir une fois de plus la nécessité urgente de prendre des mesures de désarmement efficaces, ainsi que le rôle indispensable du Comité du désarmement. Certes, ils rendront nos négociations plus difficiles. Nous devons poursuivre nos efforts avec persévérance pour réaliser les objectifs prévus dans le mandat assigné au Comité.

(U Saw Hlaing, Birmanie)

La sécurité nationale est aussi importante pour toutes les nations que le désarmement, en particulier le désarmement nucléaire, l'est pour la communauté mondiale. C'est cette considération qui nous a incités à préconiser maintes fois la recherche de solutions de rechange pour renforcer la sécurité nationale en développant la coopération et la compréhension entre les Etats. Ma délégation est convaincue que le désarmement véritable ne peut être réalisé que par ces mesures. Je crois qu'il n'existe pas de raccourci pour parvenir au désarmement, en particulier au désarmement nucléaire.

L'examen des propositions, rapports et procédures de négociations concernant le désarmement dans le passé et actuellement révèle que les difficultés qui s'opposent à un accord de désarmement ne sont plus d'ordre scientifique et technique, mais politique et psychologique. Ce qui nous manque, c'est le climat politique créé par des relations internationales harmonieuses, exemptes de crainte et de suspicion, entre les Etats. Il est donc nécessaire que toutes les nations s'abstiennent rigoureusement de toute action de nature à aggraver la tension internationale et à saper l'entente entre les nations.

Dans l'accomplissement des objectifs du désarmement général et complet, mon pays demeure essentiellement favorable à la méthode qui consiste à rechercher l'établissement d'accords par étapes progressives et à cumuler des progrès limités en vue de parvenir à l'objectif global. Cependant, il faut aussi tenir compte du fait que pour ne pas être distancées par la course aux armements, la recherche et l'amélioration qualitative d'une large gamme d'armements, toutes les négociations sur le désarmement doivent suivre le rythme de l'évolution et être poursuivies dans un esprit réaliste.

Je vous félicite, Monsieur le Président, pour la compétence et l'autorité avec lesquelles vous avez permis au Comité, en très peu de temps, de rétablir les groupes de travail spéciaux de l'an dernier et d'assurer la reprise de leurs travaux. Dans ce bref intervalle, nous avons été en mesure d'établir un ordre du jour et un programme de travail pour 1981. Je crois que tous ceux qui siègent ici se rendent compte de la nécessité de faire vite, compte tenu de l'instabilité du climat international et de la proximité de la session extraordinaire, qui se tiendra dans un an. Si nous voulons remplir les tâches qui nous ont été confiées et nous acquitter de certaines de nos obligations, il nous faudra le faire dans les prochains mois.

L'ordre du jour du Comité contient deux points auxquels nous avons accordé la plus haute priorité. Malheureusement, nous n'avons pas encore réussi à parvenir à un consensus sur l'établissement d'organes subsidiaires chargés de les examiner. Au nom de la délégation birmane, j'exprime le vœu que la proposition du Groupe des 21 tendant à créer des groupes de travail spéciaux sur ces deux questions se concrétisera avec succès cette année.

Les armes nucléaires sont les plus destructives de toutes les armes existant actuellement et une guerre nucléaire, avec la puissance explosive accumulée actuellement, pourrait annihiler toutes les formes de vie sur terre. Sans se laisser impressionner le moins du monde par cette puissance destructive, les Etats dotés d'armes nucléaires poursuivent une nouvelle escalade qualitative et quantitative plus dangereuse encore des armes nucléaires figurant dans leurs arsenaux. Ce serait pure folie de déployer volontairement ou par accident des armes de destruction massive. En effet, comme le Secrétaire général l'a déclaré, il n'y aurait en fin de compte aucun vainqueur; tout simplement, la civilisation humaine serait rayée de la planète. C'est pourquoi toute nouvelle escalade des armements nucléaires et toute nouvelle mesure allant dans le sens de l'autodestruction doit être exclue.

(U Saw Hlaing, Birmanie)

Ma délégation attache beaucoup d'importance à la réalisation de progrès rapides dans le domaine du désarmement nucléaire. C'est en effet dans ce domaine qu'il existe le plus de risques pour l'humanité et qu'il est le plus urgent de réaliser des progrès. A notre avis, cette question mérite d'être examinée d'urgence par le Comité au cours de la présente session. A sa trente-cinquième session, l'Assemblée générale des Nations Unies, par sa résolution 35/152-C, a prié instamment le Comité de créer un Groupe de travail spécial dès le début de sa session et a recommandé que ce groupe entame des négociations sur cette question vitale qui touche à la sécurité de toutes les nations du monde. Pour que le Comité s'acquitte du mandat qui lui a été confié par la communauté internationale, il faut que nous entreprenions des négociations en utilisant les moyens et les méthodes les plus efficaces dont dispose le Comité. A cet égard, le Groupe des 21 a présenté en 1980 un document de travail (CD/116) dans lequel il a délimité les questions de fond qui devraient faire l'objet de négociations. Ma délégation est d'avis que les membres du Comité du désarmement devraient au plus tôt s'entendre sur la création de ce groupe de travail spécial et entamer des négociations conformément au paragraphe 50 du Document final.

Ma délégation attache également de l'importance à la question de la conclusion d'un traité d'interdiction complète des essais, qui est indispensable pour briser l'élan de la course aux armements nucléaires. Pendant la dernière session du Comité du désarmement, le Groupe des 21 a présenté plusieurs documents de travail, notamment le document CD/64, dans lequel il proposait de créer un groupe de travail spécial sur cette question. A sa trente-cinquième session, l'Assemblée générale des Nations Unies, par sa résolution 35/145 B, a prié le Comité du désarmement de prendre les mesures nécessaires, y compris la création d'un groupe de travail, pour engager des négociations de fond sur un traité d'interdiction complète des essais au début de la session de 1981 et de présenter un projet de traité à l'Assemblée générale au plus tard lors de sa deuxième session extraordinaire consacrée au désarmement. Ma délégation espère que le Comité parviendra sans plus tarder à un consensus au sujet de la création d'un groupe de travail spécial sur la question du traité d'interdiction complète des essais nucléaires.

L'année dernière, nous avons été quelque peu encouragés par le ferme engagement politique pris par les trois puissances parties aux négociations de conclure un traité d'interdiction complète des essais nucléaires. Nous n'ignorons pas que leurs négociations sur cette question se poursuivent.

A notre avis, les négociations trilatérales ne devraient pas faire obstacle à l'évolution positive des travaux du Comité. Tout bien considéré, ma délégation estime que les processus de négociation au sein de ce forum multilatéral n'affectent en rien les travaux effectués hors de son cadre par d'autres organes de négociation sur le désarmement. Au contraire, étant donné la complémentarité des objectifs essentiels, toute contribution positive de ces organes pourrait renforcer sensiblement les travaux du Comité du désarmement.

Le PRESIDENT (France) : Je remercie le distingué Ambassadeur de la Birmanie de sa déclaration et aussi des paroles amicales qu'il a eues à mon égard. Y a-t-il d'autres délégations qui souhaitent prendre la parole dans ce débat ? Il n'y en a pas.

(Le Président)

Dans ces conditions, je souhaiterais dire quelques mots en qualité de représentant de la France. Je voudrais faire une brève mise au point relative au propos tenu à notre dernière séance plénière par le distingué représentant de l'Iran. Je souhaite que cette mise au point soit considérée comme dépourvue de tout caractère polémique. Les propos tenus par le distingué représentant de l'Iran contenaient contre le Gouvernement français des accusations que celui-ci regrette, je l'ai déjà dit, et qu'il ne pouvait, bien entendu, admettre. J'ajoute que le Comité du désarmement ne nous paraît pas le lieu où il convient d'évoquer des problèmes de caractère bilatéral. Enfin, je voudrais dire que les propos auxquels je me réfère, ne correspondent pas, en ce qui concerne les relations de la France et de l'Iran pour les livraisons dont ils ont pu convenir, ne correspondent pas à l'état des affaires tel que nous le connaissons et tel que le Gouvernement iranien, bien entendu, le connaît. Les Autorités françaises exécutent les contrats qu'elles ont souscrits et Monsieur le délégué de l'Iran a affirmé qu'elles refusaient de livrer à son pays des bateaux de patrouille sous différents prétextes. Or, je tiens à dire ici qu'après la levée de l'embargo consécutif à l'affaire que l'on sait, les Autorités françaises ont aussitôt fait savoir aux Autorités iraniennes qu'elles étaient disposées à leur remettre les trois unités navales dont la construction et la livraison à l'Iran avait fait l'objet d'un contrat et ceci aussitôt après le règlement des problèmes financiers et techniques afférents à ce contrat. Il n'existe dans l'esprit des Autorités françaises aucune intention de retarder cette livraison. Voilà ce que je souhaitais dire.

M. AMERI (Iran) (traduit de l'anglais) : Je voudrais réserver le droit de ma délégation de répondre à la déclaration faite par le distingué représentant de la France lorsque nous aurons reçu le texte de sa déclaration, que nous l'aurons étudié et consulté notre Gouvernement.

Le PRÉSIDENT (France) : Je prends note de la déclaration du représentant de l'Iran. S'il n'y a plus d'orateurs, je vous proposerais de passer très brièvement pour quelques minutes seulement en réunion officieuse, afin d'examiner les questions relatives à la participation d'Etats non membres.

La séance est suspendue à 11 h 40; elle est reprise à 11 h 45.

Le PRÉSIDENT (France) : Nous venons d'examiner en réunion officieuse des demandes présentées au nom de trois Etats non membres, en vue de participer aux réunions de certains groupes de travail spéciaux du Comité. D'après la pratique établie, je me propose d'examiner ces demandes l'une après l'autre, dans l'ordre chronologique. Ces projets de décision figurent sous les cotes 30, 31 et 32.

La première demande émane de la Suisse. Elle est contenue dans le projet de décision correspondant qui apparaît dans le document de travail No 30 1/. S'il n'y a pas d'observation, je considérerais que le projet de décision est adopté. Il n'y a pas d'observation, la décision est adoptée.

Il en est ainsi décidé.

---

1/ "En réponse à la demande de la Suisse [CD/154] et conformément aux articles 33 à 35 du règlement intérieur, le Comité décide d'inviter le représentant de la Suisse à participer, au cours de l'année 1981, aux réunions des groupes de travail spéciaux sur les armes chimiques et sur les arrangements internationaux efficaces pour garantir les Etats non dotés d'armes nucléaires contre le recours ou la menace du recours aux armes nucléaires."

(Le Président)

La deuxième demande est présentée par la Finlande et le projet de décision correspondant apparaît dans le document de travail No 31 2/. S'il n'y a pas d'objection, je considérerais que le projet de décision est adopté. Le projet est adopté.

Il en est ainsi décidé.

La troisième demande est au nom du Danemark et le projet de décision correspondant apparaît dans le document de travail No 32 3/. S'il n'y a pas d'objection, je considérerais que le projet de décision est adopté.

Il en est ainsi décidé.

La prochaine séance plénière du Comité se tiendra, comme prévu, le jeudi 26 février, à 10 h 30.

M. ADENIJI (Nigéria) (traduit de l'anglais) : Monsieur le Président, à la suite de la réunion officielle que nous avons tenue hier et au cours de laquelle nous avons pris des décisions qui ont maintenant été confirmées, il me semble qu'il serait utile de demander au secrétariat d'établir une transcription des discussions fort intéressantes que nous avons eues au sujet de la question des deux groupes de travail additionnels qui ont été proposés. Je voudrais donc vous prier de bien vouloir envisager la possibilité, pour le Comité, de demander au secrétariat d'établir cette transcription aux fins d'une distribution qui se ferait, bien entendu, à titre officieux.

Le PRESIDENT (France) : Je remercie le distingué Ambassadeur du Nigéria. Je suppose qu'il n'y a aucune difficulté du côté du secrétariat de caractère pratique ou matériel et, d'ailleurs, cette requête est conforme à certains précédents que nous connaissons bien au sein du Comité. Donc, nous décidons de distribuer à titre officieux le compte rendu sténographique de cette réunion.

Il en est ainsi décidé.

Il n'y a pas d'autre observation ni question ?

La séance est levée à 11 h 50.

---

2/ "En réponse à la demande de la Finlande [CD/145 et CD/156] et conformément aux articles 33 à 35 du règlement intérieur, le Comité décide d'inviter le représentant de la Finlande à participer, au cours de l'année 1981, aux réunions des groupes de travail spéciaux sur les armes chimiques et sur les arrangements internationaux efficaces pour garantir les Etats non dotés d'armes nucléaires contre le recours ou la menace du recours aux armes nucléaires."

3/ "En réponse à la demande du Danemark [CD/146 et CD/157] et conformément aux articles 33 à 35 du règlement intérieur, le Comité décide d'inviter le représentant du Danemark à participer, au cours de l'année 1981, aux réunions du groupe de travail spécial sur les armes chimiques."